

# La cure d'austérité guette la plupart des régions espagnoles

**Le Monde** | 02.08.11 | 19h18 • Mis à jour le 03.08.11 | 07h40



Les touristes arrivant lundi 1er août à l'aéroport de Barcelone ont été accueillis par un avertissement peu rassurant : "Ne tombe pas malade, il n'y a pas d'ambulances", leur disaient en plusieurs langues les affichettes distribuées par une cinquantaine de professionnels de la santé réunis pour dénoncer les sévères coupes budgétaires ordonnées par le gouvernement régional catalan. "Yes, we cut", ajoutaient certains ambulanciers dans un hommage ironique au célèbre slogan de Barack Obama.

Contrôlé par les nationalistes conservateurs de CiU depuis décembre 2010, l'exécutif catalan a promis de réduire son budget de 10 % en 2011, soit 2,68 milliards d'euros en moins. Bien qu'il soit parmi les moins touchés, le budget santé doit toutefois diminuer de 6,5 % cette année.

Afin d'optimiser les coûts, des centres de santé catalans qui assuraient aussi un service d'urgence de nuit viennent d'être forcés de réduire leurs horaires par un plan de "réorganisation" approuvé en juin. Indignés par la fermeture nocturne des Urgences de leur hôpital local, une centaine de patients du quartier de Gràcia, à Barcelone, l'a occupé lundi pendant deux heures. Les manifestations d'usagers se multiplient depuis le début de l'été.

"Nous garantissons que tous les patients seront soignés", assure-t-on au département de la santé de la Generalitat, le gouvernement catalan. Mais les professionnels du secteur sont sceptiques et promettent un "automne chaud".

## UNE DETTE RECORD DE 121 MILLIARDS D'EUROS

En dépit des sévères coupes budgétaires qui hérissent déjà les Catalans, le gouvernement régional mené par Artur Mas a d'ores et déjà affirmé qu'il dépasserait la limite de déficit public imposée par Madrid aux 17 régions espagnoles. Fiscalement autonomes, elles administrent plus du tiers des dépenses publiques en Espagne et accumulent une dette de 121 milliards d'euros, un record.

Le plan d'austérité adopté en urgence par le premier ministre socialiste (PSOE), José Luis Rodríguez Zapatero, en 2010, dépend donc en grande partie de la bonne conduite des régions. Pour réduire son déficit public à 6 % du PIB en 2011 et espérer ainsi pouvoir le ramener sous la barre des 3 % du PIB dès 2013, Madrid a ordonné aux régions de se tenir à un déficit d'1,3 % du PIB. Mais le gouvernement central dispose de peu de moyens pour les y forcer.

"Les dérapages continus de plusieurs gouvernements régionaux face aux efforts de consolidations fiscales du gouvernement" figuraient d'ailleurs en tête des raisons qui ont poussé l'agence de notation Moody's à placer la note de la dette souveraine de l'Espagne sous surveillance la semaine dernière. Alors que la panique sur les marchés persiste cette semaine et que la prime de risque de l'Espagne a atteint de nouveaux sommets mardi, les doutes planant sur la bonne tenue des finances régionales expliquent en partie les inquiétudes des investisseurs.

D'autant plus que la Catalogne, où les élections s'étaient tenues dès novembre dernier, offre un avant-goût de ce qui attend les plus endettées des 13 régions espagnoles qui ont élu leurs nouveaux gouvernements en mai dernier. Déjà, de nouveaux dirigeants, comme la présidente de la Castille-La-Manche, María Dolores de Cospedal (PP, droite), ont annoncé que le niveau du déficit public de leur régions dépassait au premier semestre le seuil autorisé pour l'année.

## "LA CRISE ÉCONOMIQUE NE PEUT SERVIR D'EXCUSE"

Une réunion au sommet a rassemblé la ministre de l'économie, Elena Salgado, et les responsables régionaux fin juillet à Madrid sans que ce "Conseil de politique fiscale et financière" ne débouche sur des mesures concrètes garantissant la coopération des régions. Mais le gouvernement a bon espoir qu'elles acceptent d'intégrer à leurs budgets un

plafonnement des dépenses en fonction de la croissance du PIB. Une mesure attendue par les marchés.

Les régions doivent d'autre part rembourser 19 milliards d'euros à l'Administration centrale perçus en 2008 et 2009 sur la base de prévisions économiques trop optimistes. Elena Salgado leur a ouvert une ligne de crédit pour leur permettre d'assurer le paiement des fournisseurs malgré l'assèchement de leurs revenus.

Si la crise explique en bonne partie l'appauvrissement des comptes régionaux, les projets pharaoniques encouragés par certains gouvernements pendant le boom économique qu'a traversé l'Espagne jusqu'en 2007 plombent également leurs finances maintenant que l'heure est à l'austérité. "La crise économique ne peut en aucun cas servir d'excuse pour démanteler l'État providence", a lancé lundi la ministre de la santé Leire Pajín en guise d'avertissement aux régions.

À moins de quatre mois des prochaines élections législatives, prévues le 20 novembre, le parti socialiste au pouvoir et le parti populaire, largement victorieux lors des dernières régionales, se renvoient la balle de la responsabilité des coupes budgétaires.

**Elodie Cuzin**

Article paru dans l'édition du 03.08.11